

Trente Huitième Congrès de la NAR (30 et 31 mars 2019)

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Au mépris de la Constitution, Emmanuel Macron exerce la totalité du pouvoir exécutif en jouant le rôle de chef du gouvernement et contrôle le pouvoir législatif par le biais du parti qu'il a créé. Au début de son mandat, il a pu servir efficacement les intérêts des classes supérieures en s'efforçant d'atteindre les objectifs qu'elles poursuivent depuis quarante ans sous le couvert d'une grande ambition « européenne » : la destruction de l'État social, la soumission du pouvoir politique aux puissances financières, le transfert au secteur privé des activités publiques lucratives et l'accumulation de privilèges fiscaux.

Amplifiés par des médias assignés à leur rôle de pompiers-pyromanes, les multiples rebondissements de l'affaire Benalla ont souligné la fragilité de l'équipe restreinte qui assiste Emmanuel Macron et le caractère hautement douteux des personnes qui la composent et de leurs entreprises.

Venue de la France périphérique, la révolte des Gilets jaunes a révélé la profondeur de la colère des classes moyennes et populaires précarisées et accablées du mépris des hautes classes. Par leurs actions déterminées, ils ont fait reculer l'oligarchie qui a accordé, sous l'effet de la peur, de trop modestes compléments de revenus. Les manifestations hebdomadaires, jalonnées de blessés graves et d'arrestations arbitraires, ont confirmé que la répression violente est dans la logique du libéralisme économique.

La radicalisation du projet libéral se produit en un moment périlleux de l'histoire. Aveuglées par leur volonté de destruction de l'Etat social et d'accaparement de la richesse nationale, les élites du pouvoir, des affaires et des médias sont incapables de faire face aux processus de crise déjà engagés :

- Décomposition de l'Union européenne et divergence croissante des économies de la zone euro ;
- Menace à courte échéance d'une crise financière mondiale d'une violence inouïe en raison de l'accumulation des dettes privées et de la fragilité des banques ;
- Affrontement commercial entre les États-Unis et la Chine en prélude à une confrontation géostratégique ;
- Périls écologiques connus et reconnus engendrés par le changement climatique et les diverses pollutions.

Indifférent aux démentis infligés à sa croyance européiste, complice des puissances financières, réduit à l'impuissance par le libre-échange et la zone euro, inerte devant les périls écologiques, Emmanuel Macron affiche cependant un « progressisme » qui voudrait s'exprimer sur le mode sociétal comme en témoigne le projet d'élargissement de la Procréation médicalement assistée (PMA) « pour toutes ». L'urgence écologique implique quant à elle une politique planifiée, et concertée à l'échelle européenne et mondiale – loin des affichages actuels.

La faillite du milieu dirigeant, l'épuisement des partis politiques constitués au siècle dernier et l'impuissance des populismes de droite et de gauche, confortent la Nouvelle Action royaliste dans sa volonté de participer activement à un rassemblement patriotique selon le vœu qu'elle a constamment exprimé. La NAR se félicite de la création du Collectif national pour la souveraineté et la justice sociale et incite ses adhérents à participer à ses réflexions et à ses actions afin de hâter le rassemblement nécessaire.

La Nouvelle Action royaliste tient à souligner qu'une politique de souveraineté implique trois préalables : la destruction de la zone euro, la destruction du système de l'Union européenne et la sortie du commandement intégré de l'Otan. Elle appelle de ses vœux une autre organisation politique de l'Europe, une confédération européenne rassemblant l'ensemble des pays du continent, reposant sur la coopération entre les États et sur la défense d'un modèle de développement fondé sur le travail, la justice sociale, l'excellence écologique et la paix entre les peuples. Sans illusion sur le rôle des députés à l'assemblée de Strasbourg, la NAR recommande le boycott aux prochaines élections européennes.

La Nouvelle Action royaliste respecte l'autonomie des mouvements sociaux, qu'ils soient spontanés comme celui des Gilets jaunes ou qu'ils soient organisés par les syndicats. Elle estime que les luttes sociales en cours conduiront à une recomposition politique de grande ampleur et espère que pourra se constituer, par-delà les populismes de droite et de gauche, un large front patriotique capable de défaire le bloc oligarchique. Elle soutient les campagnes pour la défense des libertés publiques, face à l'autoritarisme gouvernemental. Elle participe aux

campagnes contre les privatisations – plus particulièrement celles des barrages hydroélectriques et d'Aéroports de Paris. Elle souhaite des actions de grande ampleur pour la protection des infrastructures nationales impliquant le retour au secteur public des entreprises et des équipements abusivement privatisés. Le peuple français doit se réapproprier les moyens de sa souveraineté.

Déclaration adoptée à l'issue du 38^{ème} congrès de la Nouvelle Action royaliste

Paris, le 31 mars 2019